



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

ARRÊTÉ

du 4 NOV. 2019

mettant la société Sablière OESCH en demeure de respecter
les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 03 avril 2019 portant prescriptions complémentaires relatives
à la reconstitution de la bande de protection périphérique
et à la mise en œuvre de mesures en compensation
de la destruction d'une zone mise en défens pour une espèce protégée

Le Préfet de la région Grand Est
Préfet de la zone de défense et de sécurité est
Préfet du Bas-Rhin

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.512-1, L.171-8 et R.181-43 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 2018 autorisant la société Sablières OESCH à exploiter une carrière
située à Lingolsheim, Geispolsheim et Entzheim ;

Vu l'arrêté préfectoral du 03 avril 2019 concernant des prescriptions complémentaires relatives à la
reconstitution de la bande de protection périphérique et à la mise en œuvre de mesures en compensation
de la destruction d'une zone mise en défens pour une espèce protégée ;

Vu le rapport, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées en date du 21 octobre 2019 ;

CONSIDÉRANT que la société Sablière OESCH a été autorisée à exploiter une carrière et des installations
associées situées à Lingolsheim par arrêté préfectoral du 29 mars 2018 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de l'inspection du 26 février 2019, des dispositions complémentaires ont été
prescrites à la société Sablières Oesch pour la reconstitution de la bande de sécurité au sud et au
sud-ouest du périmètre et pour la présentation de mesures en faveur d'une espèce protégée à la suite de
la destruction de son habitat ;

CONSIDÉRANT que l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 03 avril 2019 susvisé prescrit la transmission d'un
document relatif à la reconstitution de la bande de sécurité ; que ce document n'a pas été transmis ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 03 avril 2019 susvisé prescrit la présentation à
l'Inspection de mesures en faveur de la Linotte mélodieuse en compensation de la destruction d'une
zone qui devait être mise en défens pour cette espèce ; qu'aucun élément n'a été présenté à
l'Inspection ;

CONSIDÉRANT que l'article 13.6 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2018 susvisé dispose que le plan d'exploitation est mis à jour au moins une fois par an et qu'il comporte toutes les informations énumérées à l'article 13.5 ; que l'article 13.5 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2018 susvisé dispose que le plan d'exploitation comporte notamment les pistes, les voies de circulation, les dispositifs de clôture et les courbes de niveau ou cote des points significatifs ; que le plan établi le 22 mai 2019 ne présente ni les pistes, ni la clôture, ni les bords de l'excavation dans la partie sud de la carrière ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Sablière OESCH, dont le siège social se trouve 175 rue du Maréchal Foch, 67380 Lingolsheim, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour l'installation qu'elle exploite à Lingolsheim :

- Article 2 de l'arrêté préfectoral du 03 avril 2019 susvisé :

L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, un document précisant les modalités de reconstitution de la bande de protection périphérique. Il précise :

- les zones concernées identifiées sur un plan à l'échelle 1/1000 ;
- le volume de matériaux nécessaires ;
- la nature des matériaux utilisés pour reconstituer la bande de protection périphérique ;
- les pentes à respecter, justifiées sur la base d'éléments géotechniques, pour assurer la stabilité des talus compte tenu de la nature des matériaux utilisés ;
- les modalités mises en œuvre pour reconstituer la bande de protection périphérique ;
- l'échéancier des travaux.

- Article 2 de l'arrêté préfectoral du 03 avril 2019 susvisé :

L'exploitant présente à l'Inspection des installations classées, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, des mesures en faveur de la Linotte mélodieuse en compensation de la destruction de la zone qui devait être préservée pour cette espèce dans l'angle sud-ouest du périmètre autorisé.

Ces mesures sont mises en œuvre et leur efficacité fait l'objet d'un suivi dans le cadre du suivi écologique prévu à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2018. Ces mesures sont adaptées ou complétées si nécessaire en fonction des conclusions du suivi écologique.

- Article 13.6 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2018 susvisé :

Le plan d'exploitation est mis à jour au moins une fois par an. Le plan comporte toutes les informations énumérées à l'article 13.5.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de cette mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg par voie postale (31 avenue de la paix, 67000 STRASBOURG) ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Sablière OESCH par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée aux maires de Lingolsheim, Entzheim et Geispolsheim.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Nadia IDIRI

